

Vu l'avis 33.803/1 du Conseil d'Etat, donné le 28 novembre 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les unions nationales de mutualités et les mutualités peuvent faire appel à la réassurance pour les interventions et indemnités qui peuvent s'élever à un montant d'au moins 5.000 euros par membre et par an et qui sont octroyées :

1° soit dans le cadre du service "soins urgents à l'étranger";

2° soit dans le cadre d'un autre service visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, b), de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, pour autant que les statuts de l'union nationale ou de la mutualité concernée prévoient que l'affiliation à ce service a lieu sur une base facultative.

Art. 2. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
F. VANDENBROUCKE

Gelet op het advies 33.803/1 van de Raad van State, gegeven op 28 november 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De landsbonden van ziekenfondsen en de ziekenfondsen kunnen een beroep doen op de herverzekering voor de tussenkomsten en uitkeringen die minstens 5000 euro per lid en per jaar kunnen bedragen en die toegekend worden :

1° ofwel in het kader van de dienst "geneeskundige verzorging in het buitenland";

2° ofwel in het kader van een andere dienst bedoeld in artikel 3, eerste lid, b), van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, voorzover de statuten van de landsbond of van het ziekenfonds in kwestie voorzien dat de aansluiting bij deze dienst op facultatieve basis gebeurt.

Art. 2. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 1293

[C — 2003/22292]

12 MARS 2003. — Arrêté royal
établissant le mode et le délai de déclaration d'accident du travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 62, modifié par la loi du 24 décembre 1976, l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987, la loi du 3 mai 1999 et du 24 février 2003;

Vu la loi du 3 mai 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 1971 établissant le modèle et le délai de déclaration d'accident du travail;

Vu l'avis du Conseil national du Travail donné le 12 juin 2002;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2002;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 13 mai 2002;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.771/1 du Conseil d'Etat donné le 19 septembre 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° la loi : la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail;

2° le Fonds : le Fonds des accidents du travail;

3° l'entreprise d'assurances : l'entreprise d'assurances visée à l'article 49, alinéa 1^{er}, de la loi.

Art. 2. L'employeur, son préposé ou mandataire fait la déclaration, visée à l'article 62 de la loi, auprès de l'entreprise d'assurances dans les dix jours ouvrables à compter du jour qui suit celui de l'accident.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 1293

[C — 20 03/22292]

12 MAART 2003. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van de wijze en van de termijn van aangifte
van een arbeidsongeval

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 62, gewijzigd door de wet van 24 december 1976, het koninklijk besluit nr. 530 van 31 maart 1987, de wet van 3 mei 1999 en van 24 februari 2003;

Gelet op de wet van 3 mei 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 1971 tot vaststelling van het model en de termijn van aangifte van een arbeidsongeval;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 12 juni 2002;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 13 mei 2002;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 33.771/1 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de wet : de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971;

2° het Fonds : het Fonds voor Arbeidsongevallen;

3° de verzekeringsonderneming : de verzekeringsonderneming bedoeld in artikel 49, eerste lid, van de wet.

Art. 2. De werkgever, zijn aangestelde of lasthebber doet de aangifte, bedoeld in artikel 62 van de wet, bij de verzekeringsonderneming binnen tien werkdagen, te rekenen vanaf de dag die volgt op die van het ongeval.

Le comité de gestion du Fonds fixe le contenu de la déclaration. A l'exception des cas visés à l'article 4, 3° et 4°, il peut fixer un modèle simplifié de déclaration pour les accidents pour lesquels l'obligation de compléter la fiche d'accident du travail, prévue à l'article 27 du Titre I^{er}, chapitre 3, du code sur le bien-être au travail, ne s'applique pas.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, après notification préalable au service d'inspection du Fonds, l'employeur qui a l'obligation de procéder à l'élection d'un conseil d'entreprise conformément à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 mai 1999 relatif aux conseils d'entreprise et aux comités pour la prévention et la protection au travail, peut déclarer les cas visés à l'alinéa précédent, où la victime a été soignée exclusivement dans le service médical propre, au moyen d'une déclaration collective. Cette déclaration est transmise dans les dix jours qui suivent la fin de chaque trimestre à l'entreprise d'assurances et contient par victime les données de la déclaration simplifiée visée à l'alinéa précédent.

Art. 3. La déclaration se fait soit sur papier à l'aide du formulaire, dont le modèle est fixé par le comité de gestion du Fonds et qui est mis à la disposition par l'entreprise d'assurances, soit au moyen d'un modèle électronique approuvé par le comité de gestion du Fonds sur la base de la loi du 24 février 2003 concernant la modernisation de la gestion de la sécurité sociale.

Art. 4. L'employeur, son préposé ou mandataire est tenu de déclarer également l'accident à l'inspecteur compétent en matière de sécurité du travail dans les cas suivants :

1° l'employeur ressortit à la commission paritaire de la construction;

2° l'employeur, autre que celui visé au 1°, a l'obligation de déclarer l'accident en application du chapitre V de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de ses arrêtés d'exécution;

3° la victime est un travailleur intérimaire;

4° la victime est un étudiant qui, conformément au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, a conclu avec l'employeur un contrat de travail d'étudiant, à l'exception des catégories d'étudiants exclus en vertu de l'article 122 de la même loi, mais y compris les étudiants travaillant au moins six mois, dans la mesure où ils ne le font pas durant une période ininterrompue de six mois chez le même employeur.

La déclaration se fait au moyen d'une copie du formulaire visé à l'article 3 et dans le délai fixé à l'article 2, alinéa 1^{er}.

Art. 5. Dès qu'il en dispose, l'employeur transmet immédiatement à l'entreprise d'assurances une attestation médicale contenant la description des lésions constatées et des suites de l'accident. Le comité de gestion du Fonds fixe le modèle de cette attestation.

Art. 6. L'employeur transmet à l'entreprise d'assurances un relevé détaillé des rémunérations brutes gagnées durant l'année qui précède l'accident

1° dans les 30 jours qui suivent l'accident ou le début de l'incapacité de travail, si l'accident va certainement ou probablement entraîner une incapacité permanente de travail ou va avoir une issue fatale;

2° dans les 10 jours ouvrables :

a) après réception de la demande de l'entreprise d'assurances ou des victimes adressée à l'employeur;

b) après réception de la demande des agents visés à l'article 87 de la loi;

c) qui suivent le délai de 30 jours après l'accident ou le début de l'incapacité de travail, si l'accident a entraîné une incapacité temporaire totale ou partielle de travail de plus de 30 jours.

Le comité de gestion du Fonds fixe le modèle de ce formulaire. Ce relevé peut être remplacé par une copie du compte individuel.

Het beheerscomité van het Fonds stelt de inhoud van de aangifte vast. Met uitzondering van de gevallen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°, kan het voor de ongevallen waarvoor de verplichting tot het invullen van de arbeidsongevallensteekkaart, voorgeschreven bij artikel 27 van Titel I, hoofdstuk 3, van de codex over het welzijn op het werk, niet geldt, een vereenvoudigd model van aangifte vaststellen.

In afwijking op het eerste lid kan, na voorafgaande kennisgeving aan de inspectiedienst van het Fonds, de werkgever die de verplichting heeft om over te gaan tot de verkiezing van een ondernemingsraad overeenkomstig artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 25 mei 1999 betreffende de ondernemingsraden en de comités voor preventie en veiligheid op het werk, de gevallen bedoeld in het vorige lid, waarvoor de getroffenene uitsluitend verzorgd werd binnen de eigen medische dienst, aangeven door middel van een collectieve aangifte. Deze aangifte wordt binnen tien dagen na het einde van elk kwartaal overgemaakt aan de verzekeringsonderneming en bevat per getroffenene de gegevens van de vereenvoudigde aangifte, bedoeld in het vorige lid.

Art. 3. De aangifte gebeurt ofwel op papier met het formulier, waarvan het model vastgesteld wordt door het beheerscomité van het Fonds en dat ter beschikking gesteld wordt door de verzekeringsonderneming, ofwel door middel van een door het beheerscomité van het Fonds op grond van de wet van 24 februari 2003 betreffende de modernisering van het beheer van de sociale zekerheid goedgekeurd elektronisch model.

Art. 4. De werkgever, zijn aangestelde of lasthebber is verplicht het ongeval tevens aan te geven bij de inspecteur bevoegd inzake de arbeidsveiligheid in de volgende gevallen :

1° de werkgever valt onder de bevoegdheid van het paritair comité voor het bouwbedrijf;

2° de werkgever, andere dan degene bedoeld sub 1°, heeft een verplichting tot aangifte in toepassing van hoofdstuk V van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de uitvoeringsbesluiten ervan;

3° de getroffenene is een uitzendkracht;

4° de getroffenene is een student die overeenkomstig titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten met de werkgever een arbeidsovereenkomst heeft afgesloten voor een tewerkstelling als student, met uitzondering van de categorieën studenten die zijn uitgesloten krachtens artikel 122 van diezelfde wet, doch met inbegrip van de studenten die ten minste zes maanden werken, voor zover zij dit niet gedurende een ononderbroken periode van zes maanden bij dezelfde werkgever doen.

De aangifte gebeurt door middel van een afschrift van het formulier bedoeld in artikel 3 en binnen de termijn vastgesteld in artikel 2, eerste lid.

Art. 5. Van zodra hij erover beschikt maakt de werkgever aan de verzekeringsonderneming onmiddellijk een medisch attest over met een beschrijving van de vastgestelde letsels en van de gevolgen van het ongeval. Het beheerscomité van het Fonds stelt dit model van attest vast.

Art. 6. De werkgever maakt een omstandige opgave van de bruto bezoldigingen verdiend tijdens het jaar dat het ongeval voorafgaat, over aan de verzekeringsonderneming en dit

1° binnen 30 dagen na het ongeval of het begin van de arbeidsongeschiktheid, indien dit een zekere of vermoedelijke blijvende arbeidsongeschiktheid of de dood voor gevolg heeft;

2° binnen 10 werkdagen :

a) na de ontvangst van het verzoek van de verzekeringsonderneming of van de getroffenenen gericht aan de werkgever;

b) na de ontvangst van het verzoek van de in artikel 87 van de wet bedoelde ambtenaren;

c) die volgen op de termijn van 30 dagen na het ongeval of het begin van de arbeidsongeschiktheid, indien dit een volledige of gedeeltelijke tijdelijke arbeidsongeschiktheid heeft veroorzaakt van meer dan 30 dagen.

Het beheerscomité van het Fonds stelt het model van dit formulier vast. Deze opgave mag vervangen worden door een kopie van de individuele rekening.

Art. 7. L'arrêté royal du 28 décembre 1971 établissant le modèle et le délai de déclaration d'accident du travail est abrogé.

Art. 8. Le chapitre VI de la loi du 3 mai 1999 portant des dispositions budgétaires et diverses entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2003.

L'article 6 cessera d'être en vigueur le 31 décembre 2003.

Art. 10. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

Art. 7. Het koninklijk besluit van 28 december 1971 tot vaststelling van het model en de termijn van aangifte van een arbeidsongeval wordt opgeheven.

Art. 8. Hoofdstuk VI van de wet van 3 mei 1999 houdende budgettaire en diverse bepalingen treedt in werking op 1 januari 2003.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Artikel 6 treedt buiten werking op 31 december 2003.

Art. 10. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL DE PROGRAMMATION
INTEGRATION SOCIALE,
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET ECONOMIE SOCIALE**

F. 2003 — 1294

[2003/22164]

4 FEVRIER 2003. — Arrêté ministériel portant création d'un Comité de concertation de base pour l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile

Le Ministre de l'Intégration sociale et de l'Economie sociale,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10, modifié par la loi du 19 juillet 1983;

Vu la loi-programme du 19 juillet 2001 pour l'année budgétaire 2001, notamment les articles 60 et 64;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 34, alinéa 2, modifié par l'arrêté royal du 8 mai 2001;

Vu l'avis motivé du 4 février 2003 émis par le Comité supérieur de concertation créé dans le ressort du Comité de secteur XII,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par l'Agence : l'Agence fédérale pour l'Accueil des Demandeurs d'Asile.

Art. 2. Il est créé un Comité de concertation de base pour l'Agence dans le ressort du Comité supérieur de concertation correspondant au Comité de secteur XII.

Art. 3. Sont désignés respectivement en qualité de président et de président suppléant, le directeur général et le directeur général adjoint.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 44 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, la délégation de l'autorité, outre la présidence, se compose de trois membres du personnel de niveau A désignés librement par le président pour chaque réunion en fonction de l'ordre du jour de celle-ci.

Art. 5. Le président désigne les membres du personnel ou le service chargé d'assurer de façon permanente le secrétariat du comité.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 4 février 2003.

Bruxelles, le 6 février 2003.

J. VANDE LANOTTE

**PROGRAMMATORISCHE FEDERALE OVERHEIDSDIENST
MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE ARMOEDEBESTRIJDING
EN SOCIALE ECONOMIE**

N. 2003 — 1294

[2003/22164]

4 FEBRUARI 2003. — Ministerieel besluit houdende oprichting van een Basisoverlegcomité voor het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers

De Minister van Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983;

Gelet op de programmawet van 19 juli 2001 voor het begrotingsjaar 2001, inzonderheid op de artikelen 60 tot 64;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 34, tweede lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 mei 2001;

Gelet op het met redenen omkleed advies van 4 februari 2003 uitgebracht door het Hoog Overlegcomité, opgericht in het gebied van Sectorcomité XII,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder het Agentschap : het Federaal Agentschap voor de Opvang van Asielzoekers.

Art. 2. Er wordt een Basisoverlegcomité opgericht voor het Agentschap in het gebied van het Hoog Overlegcomité dat overeenstemt met het Sectorcomité XII.

Art. 3. Worden respectievelijk aangewezen als voorzitter en plaatsvervangend voorzitter, de directeur-generaal en de adjunct directeur-generaal van het bestuur der algemene diensten.

Art. 4. Onverminderd de bepalingen van artikel 44 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, bestaat de vertegenwoordiging van de overheid, naast het voorzitterschap, uit 3 definitieve personeelsleden van niveau A die vrij door de voorzitter voor elke vergadering worden aangewezen in functie van haar agenda.

Art. 5. De voorzitter wijst de personeelsleden of de dienst aan die permanent belast zijn met het secretariaat van het comité.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 4 februari 2003.

Brussel, 6 februari 2003.

J. VANDE LANOTTE